



SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
QUE DIEU L'ASSISTE



SM le Roi adresse un message aux participants à l'édition 2025 du Forum "Ibrahim Governance Weekend"

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, a adressé un message aux participants à l'édition 2025 du Forum "Ibrahim Governance Weekend" qui a ouvert ses travaux dimanche à Marrakech.

Voici le texte intégral du Message Royal, dont lecture a été donnée par le Conseiller de Sa Majesté le Roi, M. André Azoulay.

"Louange à Dieu,

Prière et Salut sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons

Monsieur Mo Ibrahim, Président de la Fondation,

Mesdames et Messieurs,

Il Nous plait de vous adresser ce message à l'occasion de l'édition 2025 du « Ibrahim Governance Weekend », qui tient ses assises sous Notre Haut Patronage, à Marrakech, en présence d'un aréopage d'illustres personnalités du monde de la politique, de l'économie et de la société civile, venues débattre du thème éminemment important du financement du développement de l'Afrique.

Cette rencontre offre une occasion privilégiée d'approfondir le débat autour d'une problématique qui conserve toute son actualité, afin qu'in fine, il soit possible d'œuvrer collectivement à façonner l'avenir d'une Afrique émergente, digne des aspirations légitimes de nos peuples.

Nous saisissons cette opportunité pour saluer les efforts constants de Monsieur Mo Ibrahim et de sa Fondation qui contribue remarquablement à enrichir les discussions sur le développement

africain et à formuler des solutions innovantes face aux grands défis, présents et à venir.

Mesdames, Messieurs,

Notre Continent subit de plein fouet les retombées des crises internationales multidimensionnelles, notamment l'aggravation des disparités et des inégalités entre pays et régions. Cette situation réduit l'efficacité de l'action menée pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030, et impacte, de ce fait, la concrétisation de notre vision d'une Afrique riche et prospère.

Cependant, ces défis conjoncturels ne doivent en aucune manière ébranler notre volonté commune d'aller de l'avant. Mieux encore, notre continent doit les transformer en opportunités de développement et de croissance, valoriser ses atouts, faire prévaloir sa vision de son propre développement et prendre le contrôle complet de sa destinée.

Mais, Il ne fait aucun doute que sans un financement suffisant et adapté à ses besoins spécifiques, l'Afrique ne sera pas en mesure de mener à bien ses réformes et ses projets de développement. Aussi, la mobilisation des ressources, qui demeure un préalable à la réalisation d'une croissance pérenne et inclusive, constitue-t-elle une condition essentielle à la transformation structurelle des économies africaines.

A cet égard, Nous souhaitons mettre en exergue quatre lignes directrices pour un développement inclusif et durable de l'Afrique :

1-Le changement de paradigme dans le financement du développement : Notre continent est appelé à une plus grande mobilisation de ses ressources domestiques et à la mise en chantier de réformes structurelles pour renforcer le cadre macroéconomique. Il doit également mettre au point des mécanismes innovants de financement du développement et bénéficier efficacement des transferts de la diaspora africaine. De fait, l'Afrique ne peut pas compter uniquement sur l'Aide publique au développement ou les financements externes qui sont, par définition, générateurs de dettes.

2-L'instauration d'un environnement institutionnel, économique et social propice au développement : Afin d'encourager l'investissement, l'entrepreneuriat et donc la création d'emplois, il est indispensable d'accélérer les réformes ayant trait notamment à la bonne

gouvernance, à l'amélioration du climat des affaires, au renforcement de la transparence, à la protection des investisseurs, à la lutte contre la corruption et à la moralisation du système de la justice.

3-Le renforcement et la dynamisation des échanges intra-africains : L'intégration économique du continent n'est plus une option, mais une nécessité impérieuse dans un monde globalisé où la part de l'Afrique dans le commerce mondial ne dépasse pas les 3%. De même, les échanges intra-africains représentent 16% du volume total du commerce dans le continent, contre 60% en Europe et 50% en Asie.

A cet égard, le lancement de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine constitue une réelle opportunité pour stimuler le commerce entre les pays africains et en faire un catalyseur de croissance et de développement durable pour le Continent, promouvoir l'industrialisation et renforcer la flexibilité des économies africaines et leur attractivité pour l'investissement.

4-La pleine valorisation des ressources naturelles que recèle le continent : Avec 40 % des réserves mondiales de matières premières et 30 % des minéraux critiques ainsi qu'un potentiel considérable en ressources minières, énergétiques, hydriques, agricoles et biologiques, l'Afrique ne peut plus se contenter d'exporter ses matières premières.

L'heure est venue pour l'Afrique de tirer pleinement parti de ses énormes richesses, de créer des valeurs ajoutées, de générer des revenus destinés à financer son développement. Toutefois, cet objectif ne pourra être atteint que par l'investissement dans la transformation et la valorisation locale de ses richesses naturelles, la création de chaînes de valeur régionales qui favorisera ainsi l'industrialisation, la création d'emplois et la consolidation de l'intégration régionale et sous régionale.

Mesdames, Messieurs,

Le Maroc s'affirme, désormais, comme un catalyseur stratégique des partenariats Sud-Sud et joue, de ce fait, un rôle de pont naturel entre les différentes régions du continent et les pays du Sud. Il a ainsi été amené à lancer des projets concrets et structurants qui vont transformer durablement le paysage économique et social du Continent.

Cette orientation se concrétise à travers des projets d'envergure continentale, comme le Gazoduc Africain Atlantique (AAGP) qui constitue un véritable corridor d'intégration et de développement économique.

C'est d'ailleurs dans ce même esprit et selon une approche solidaire et de co-développement, que Nous avons récemment lancé l'Initiative Atlantique pour favoriser l'accès des Etats du Sahel à l'Océan Atlantique. Le but ultime est de poser les jalons d'un nouveau modèle de coopération régionale. Nous avons aussi initié le Processus de Rabat sur les Pays Africains Atlantiques, pour un bénéfice mutuel.

En outre, l'expertise accumulée par le Maroc dans des secteurs stratégiques tels que les énergies renouvelables, l'agriculture durable, les services financiers et les infrastructures de transport, constitue un facteur clé pour le développement de synergies à l'échelle continentale.

Parfaitement conscient de l'importance capitale du financement, le Maroc a, par ailleurs, adopté une approche stratégique fondée sur le développement de mécanismes financiers innovants et la mobilisation efficiente des ressources nationales.

A ce propos, le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement s'est imposé comme un véritable catalyseur financier capable de stimuler l'investissement privé, d'accompagner les PME, de favoriser l'innovation technologique et d'impulser une dynamique de développement durable. De même, Casablanca Finance City a réussi à se positionner comme un hub financier régional majeur, canalisant des flux financiers considérables vers notre Continent.

Mesdames, Messieurs,

Le développement ne se décrète pas, il se construit par des politiques ambitieuses, par l'investissement dans le capital humain et par une gouvernance économique rigoureuse.

Les efforts doivent donc être mutualisés aux niveaux national, régional et mondial pour combler le déficit du financement du développement et concourir, en conséquence, à l'émergence de l'Afrique que nous appelons de nos vœux.

Néanmoins, aujourd'hui plus que jamais, à l'approche de l'échéance

2030 du Programme de Développement Durable, la question du financement du développement de l'Afrique doit être inscrite au cœur de l'Agenda International.

La réduction des taux d'intérêt élevés imposés aux pays africains sur les marchés financiers internationaux, l'accès aux financements concessionnels à des prêts à faible taux d'intérêt, le renforcement des capacités des institutions financières régionales pour soutenir les économies africaines, l'amélioration de la représentation de l'Afrique, dans toute sa diversité, au sein du système financier international, la réduction des taxes sur les transferts de fonds de la diaspora africaine, sont autant de revendications légitimes auxquelles il convient d'apporter des réponses.

Dans le même ordre d'idées, la tenue, à la fin du mois, de la 4ème Conférence Internationale sur le Financement du Développement, à Séville, offre aux pays africains l'occasion de poursuivre ce plaidoyer en faveur de solutions urgentes.

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'intime conviction que le financement du développement en Afrique nécessite une action collective combinant coopération régionale et internationale. Le débat fondamental sur la réforme de l'architecture financière internationale devrait adopter une approche multilatérale, impliquant totalement les pays africains qui sont trop souvent marginalisés dans le processus d'élaboration des règles du système monétaire et financier mondial.

Cette refonte indispensable doit assurer, plus particulièrement, le renforcement de la représentation légitime de l'Afrique au sein des instances internationales, permettant ainsi une véritable appropriation par les acteurs africains des enjeux posés et de leurs solutions.

En conclusion, Nous tenons à souligner que le financement du développement en Afrique est un enjeu majeur qui requiert des solutions innovantes, solidaires et adaptées aux réalités du continent.

Le Royaume du Maroc, fidèle à sa vision constructive de coopération Sud-Sud et mû par son engagement immuable en faveur d'une croissance inclusive et durable, dans l'intérêt bien compris des peuples africains, continuera résolument à jouer un rôle clé dans la mobilisation efficiente des ressources, le renforcement des

partenariats stratégiques et la promotion de mécanismes financiers performants et efficaces.

Nous vous remercions de votre attention et implorons le Très-haut de couronner vos travaux de succès.

Wassalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh".

MAP: 01 Juin 2025